



INTRODUCTION

PIERRE SICARD

Université de Picardie Jules-Verne, Amiens

En 2008, Barack Obama avait promis de transformer la politique, de changer radicalement la façon dont elle était conduite à Washington. Les luttes acrimonieuses qui interdisaient la recherche d'un compromis allaient cesser ; le gouvernement travaillerait enfin de concert dans l'intérêt général. Ce discours était d'autant mieux reçu que les problèmes s'accumulaient à la fin d'une présidence Bush particulièrement sombre. L'élection avait soulevé un élan d'espoir et parfois d'enthousiasme.

Quatre années plus tard, le climat loin de s'améliorer semble s'être dégradé. Les réformes du premier mandat ont suscité l'opposition résolue des républicains sans pour cela emporter une adhésion suffisamment forte chez les démocrates. Elles ont précipité la naissance d'un mouvement suffisamment fort pour bouleverser la donne politique en 2010. Le sauvetage des institutions financières puis de General Motors, le plan de relance ont creusé un déficit qu'il faudra bien financer et dont le poids retombera sur des classes moyennes qui s'estiment déjà écrasées par l'impôt. Le procès du trop d'État est alors d'autant plus vigoureusement instruit que la réforme du système de santé (conçue comme la législation phare du premier mandat) est jugée totalement inacceptable par les libertariens et bon nombre de républicains attachés à la responsabilité individuelle et à la liberté de choix. L'ampleur de la « raclée » de novembre 2010 et la confiance qu'elle a fait naître dans le camp républicain n'ont pas été bien sûr favorables aux compromis. L'affrontement de juillet 2011 sur le relèvement du plafond de la dette est symptomatique du degré d'hostilité atteint de part et d'autre de l'échiquier politique et d'une polarisation idéologique à son comble.

Côté républicain, le mot d'ordre pour 2012 a donc été de tout faire pour battre Obama et reprendre le contrôle du Sénat. Bien que les primaires mettent en lice des candidats se réclamant pour la majorité d'entre eux du Tea Party et d'un conservatisme social intransigeant, l'appareil du Parti républicain et des médias tels Fox News ont rapidement favorisé la candidature de Mitt Romney. Par son parcours professionnel et par des positions plus modérées, celui-ci semblait avoir la meilleure chance de

vaincre Obama grâce aux voix des indépendants estimés à environ un tiers de l'électorat.

Alors que le camp démocrate se trouvait handicapé par un redressement économique peut brillant (le taux de chômage restait insupportablement élevé, ce qui augurait mal les chances de réélection du président), le camp républicain était confronté à une équation politique inconfortable du fait des primaires. Très classiquement, celles-ci ne mobilisent que la frange la plus militante du parti. Ceci conduit à la sélection de candidats radicaux dans leurs positions. Ainsi la campagne menée par Sarah Palin et le Tea Party a abouti à l'élimination de sortants confirmés comme le sénateur Richard Lugar jugé trop modéré. Une fois la nomination du parti acquise, le candidat investi s'est trouvé en décalage avec un électorat aux convictions plus centristes.

Ainsi Mitt Romney a dû afficher des positions intransigeantes en matière sociale, notamment sur la question de l'avortement ou du mariage homosexuel, en contradiction avec celles qu'il avait prises en tant que gouverneur du Massachusetts afin de s'assurer du soutien même réticent du Tea Party. Ceci s'est également vérifié pour la réforme du système de santé. Il a ensuite été contraint d'opérer une volte-face afin d'espérer gagner les suffrages des électeurs indépendants. Un exercice aussi périlleux a été rendu nécessaire par des courants assez profondément opposés au sein de son parti. Il s'est trouvé d'autant plus exposé au feu de la critique démocrate. Fort de son expérience dans le secteur privé, il s'est efforcé de centrer le débat sur la création d'emplois, sujet sur lequel les sondages lui donnaient un avantage certain sur son rival démocrate.

L'autre écueil pour Mitt Romney a été la distance qu'il fallait installer entre sa future gestion et celle de George W. Bush. La responsabilité de la crise dont Barack Obama n'est pas véritablement parvenu à faire sortir le pays – en dépit de tentatives de relance par l'investissement, par la baisse de la fiscalité au profit des classes moyennes, par le maintien de taux d'intérêt très bas – ne saurait lui être imputée. Il en a hérité de son prédécesseur et quatre années n'ont pas suffi à effacer le poids de cet héritage de la mémoire des électeurs. Par ailleurs, en s'assignant comme objectif prioritaire la non-réélection du président, les républicains (en particulier la frange ultra du Tea Party) ont opté pour une politique résolument obstructionniste s'exposant ainsi aux reproches du plus grand nombre : l'intérêt supérieur du pays ne peut être sacrifié durablement à des manœuvres politiciennes.

Au-delà du fiasco économique et financier légué à son successeur, le 43^e président avait engagé les États-Unis dans deux conflits coûteux, sans pouvoir apporter la preuve à l'issue de deux mandats d'une stabilisation de la région et de retombées positives pour le pays. C'est Barack Obama qui a porté le coup décisif à Oussama Ben Laden et qui a restauré la crédibilité des États-Unis sur la scène internationale. À cette ombre portée par la présidence Bush en matière internationale, Romney a ajouté ses propres « gaffes » (lors des J.O. de Londres) révélatrices d'une relative méconnaissance des ressorts de la diplomatie ainsi que de dossiers sensibles (Israël et la menace nucléaire iranienne) qui exigent une certaine retenue. Son profil bas lors du troisième débat présidentiel ne lui a pas permis de gagner en crédibilité.

L'issue du scrutin a néanmoins paru indécise jusqu'à son terme. Alors qu'à la sortie des urnes les électeurs affirmaient majoritairement que leur décision avait été prise avant le début de la campagne proprement dite, c'est-à-dire après la tenue des conventions, les sondages ont dessiné des mouvements de yo-yo jusqu'à la dernière minute, donnant tour à tour l'avantage à l'un des deux grands candidats. Il est difficile d'attribuer ces mouvements d'opinion apparents aux seuls effets de l'écho médiatique consécutif au premier débat présidentiel, à la « divine surprise » qu'aurait provoquée l'ouragan Sandy, à la stratégie de campagne des ultimes semaines. Mais les multiples sondages en amont du scrutin ont contribué au caractère apparemment inattendu de la défaite républicaine.

Un examen attentif des questions qui ont fait débat à la lumière du bilan d'Obama et des propositions de son rival devraient permettre de mieux appréhender les raisons qui ont finalement conduit à la réélection du président sortant. Ces questions ne sauraient être exhaustives vu la longueur d'une campagne électorale américaine et la diversité des intérêts comme des intervenants. Mais du fait du prisme partiellement déformant des médias et de la stratégie des candidats (soit qu'ils aient mis ces questions au centre de leur campagne, soit qu'elles apparaissent en creux), elles ont constitué des éléments incontournables de l'élection du 6 novembre 2012.

La préoccupation première des électeurs était le redressement intérieur. Seuls 5 % d'entre eux, indique Pierre Melandri, ont déclaré s'être déterminés en fonction de considérations de politique étrangère. Jusqu'à l'attaque contre l'ambassade américaine en Libye, un satisfecit global était décerné à Barack Obama pour la prudence dont il avait fait preuve après une décennie très troublée. Les États-Unis sont en effet « en quête de stabilité ». Il leur faut s'extraire de guerres ruineuses et peu concluantes, éviter de nouveaux

conflits par exemple avec l'Iran, affirmer leur présence en Asie fasse à l'inéluctable ascension de la Chine. La marge de manœuvre de l'hyperpuissance est contrainte par ses difficultés financières et le président doit inscrire son action entre la revendication d'une '*America First*' et une rhétorique républicaine toujours marquée par l'idéologie néo-conservatrice. L'analyse des enjeux économiques de l'élection présidentielle que nous propose Olivier Frayssé tente d'expliquer le paradoxe de la réélection d'un sortant dans une situation économique difficile, à rebours du '*it's the economy, stupid*' qui a servi d'explication pour nombre d'élections. À l'échelle nationale, la campagne présidentielle américaine nous renseigne certes bien davantage sur les perceptions, notamment symboliques, qu'ont les électeurs des questions économiques que sur leur capacité à comprendre des enjeux complexes, à faire des choix éclairés et se doter d'élus qui mettraient ces choix en œuvre. En revanche, dans les États clés, la capacité du peuple à juger par lui-même des résultats des politiques successives des deux grands partis sur ses conditions de vie s'est vu une nouvelle fois confirmée.

Yves-Marie Péréon nous propose quelques éléments de synthèse très clairs sur les raisons qui ont conduit à la réforme financière connue sous le nom de Dodd-Frank et sur les grands axes d'un texte complexe dont l'application progressive permet encore imparfaitement d'en mesurer la portée.

Aux côtés de l'économie et de l'emploi, la réforme du système de santé a été au cœur de la campagne 2012. Éveline Thévenard montre fort bien qu'elle a été moins ambitieuse qu'initialement envisagée ; par sa complexité et une mise en œuvre étalée sur près d'une décennie, elle a aussi été mal comprise des Américains. Les élections de mi-mandat ont pris les démocrates à contrepied et ils sont ensuite restés sur la défensive. Avec le plan Ryan, le débat a été élargi à *Medicare* mais de façon surprenante n'a guère porté sur *Medicaid*. Les attaques de la droite religieuse sur l'accès des femmes à l'avortement et à la contraception ont également contribué à une forte polarisation. La question du caractère historique de l'Obamacare reste donc ouverte.

La question de l'environnement a été largement occultée sur la scène politique avant de faire un retour en force dans les derniers jours de la campagne avec l'ouragan Sandy. Pourtant, comme le rappelle Yves-Marie Péréon, il faut distinguer entre la dimension protection de l'environnement où le bilan de la première administration Obama a été critiqué par les républicains hostiles à l'intervention régulatrice de l'État comme par les défenseurs de l'environnement pour le peu de résultats obtenus et celle du développement énergétique. Malgré la modestie des progrès réalisés dans le domaine des énergies renouvelables, des avancées ont été enregistrées en

termes d'emploi et d'indépendance énergétique. Les États-Unis ont surtout progressé dans l'exploitation du gaz de schiste, projet porteur en matière de croissance qui promet de réduire sensiblement le recours aux importations du Moyen-Orient. Ici encore, c'est la prudence de Barack Obama qui apparaît dans sa gestion des priorités d'un premier mandat et dans l'attente de l'évolution de l'opinion publique sur un sujet aussi controversé.

Parmi les nombreuses réformes envisagées par Barack Obama en 2008 figurait celle de l'immigration. En dehors de mesures destinées à renforcer la sécurité des États-Unis, notamment par un contrôle accru des frontières, aucune révision d'ensemble n'était parvenue à dégager un compromis au sein du Congrès depuis 1986. Une telle situation est le reflet d'une nation profondément divisée sur le niveau d'immigration annuel souhaitable mais plus cruellement sur le sort à réserver aux millions d'immigrants illégaux de longue durée. L'urgence de certains dossiers et l'obstruction républicaine au Congrès ont rendu le bilan du premier mandat bien mince. Avec une élection qui s'annonçait très serrée, républicains et démocrates ne pouvaient ignorer le vote latino-américain. L'importance électorale de cette minorité et l'évolution démographique ne garantissent pas cependant la réduction de tensions jusqu'à présent irréductibles.

Aux États-Unis, démocratie rime avec liberté d'expression et cette dernière n'accepte guère d'entrave. Le juge constitutionnel a donc censuré les efforts pourtant méritoires de législateurs soucieux de préserver l'intégrité (ou son apparence pour le citoyen) du processus électoral en réglementant le financement des campagnes. La logique libérale a néanmoins conduit en janvier 2010 à un arrêt décisif, *Citizens United*, dont la conséquence la plus visible a été de nouveaux sommets atteints dans les montants dépensés lors de la campagne 2012. François de Chantal analyse avec grande clarté les sources de ces fonds, les grands intervenants et les incertitudes qui demeurent du fait d'un cadre légal et jurisprudentiel complexe, conséquence d'une culture très spécifique tentant de concilier participation au débat politique et égal accès pour tous les citoyens.

Les liens entre Hollywood et les candidats démocrates à la présidence sont ambivalents, argumente Céline Mansanti. Ils sont faits de la conscience d'une interdépendance certaine qui s'est en particulier forgée avec Bill Clinton puis presque naturellement Barack Obama. Le coût exorbitant des campagnes contraint à la quête incessante de fonds et Hollywood constitue un pourvoyeur important pour les démocrates. En retour, les milieux du spectacle peuvent escompter quelques dividendes. Mais les relations sont tout autant nourries d'une réticence mutuelle. Il est dangereux pour un

candidat de faire simplement figure de célébrité au regard des responsabilités qui l'attendent. Les vedettes hollywoodiennes ne peuvent accorder un soutien inconditionnel, surtout lorsque le bilan de leur champion est au mieux en demi-teinte. Face aux griefs qui n'ont pas manqué, la prise de position de Barack Obama sur le mariage homosexuel a donné une impulsion non négligeable à une mobilisation qui avait été parfois hésitante.

Les partis tiers s'inscrivent dans la marge peu visible des deux partis qui dominent traditionnellement la vie politique aux États-Unis. Ils animent cependant un espace qui offre à une grande diversité d'opinions la possibilité de se manifester le temps non négligeable d'une campagne. Ils doivent pour ce faire surmonter les obstacles dressés par les démocrates et les républicains qui, du fait de leur contrôle des législatures d'États, déterminent les conditions d'accès au scrutin – l'obstacle le plus significatif. Des 27 candidats présidentiels en course cette année, quatre d'entre eux constituaient une alternative à Barack Obama et Mitt Romney que Thomas Grenet juge suffisamment crédible. C'est le parti libertarien, profitant de l'aura dont jouit Ron Paul et de la dynamique créée par le Tea Party, qui a retenu l'attention. Craignant que son candidat, Gary Johnson, ne fasse basculer l'élection dans des États clés comme l'Ohio et la Floride, le Parti républicain a multiplié les attaques à son encontre. La reconnaissance indirecte de son attractivité n'exonère cependant pas le parti libertarien de clarifier un programme écartelé entre des positions fiscales très conservatrices et un grand libéralisme en matière sociale.

La gauche américaine s'est trouvée une fois encore confrontée à un dilemme : faut-il choisir la rupture ou opter de façon plus réaliste pour un changement progressif que représentent avec plus ou moins de conviction le Parti démocrate et son champion ? Saïda Harfi propose de revenir sur la promesse de changement qu'a incarné Barack Obama en 2008 afin de montrer les clivages que sa campagne de réélection a aggravés en 2012. Le candidat de 2008 avait soulevé l'enthousiasme de l'« Autre Amérique », celle qui durement confrontée à la crise attendait des réformes comparables à celle des années 1930. La désillusion a été aussi grande que l'avaient été les espoirs initialement suscités. Au cours de son premier mandat, le président est apparu comme le garant de l'ordre existant. Fallait-il en conséquence envisager la création d'un parti tiers, véritable vecteur de changement, ou se ranger à l'option pragmatique en faisant barrage à une droite synonyme de mal absolu ? La pluralité des gauches ressort distinctement de cet examen,

invalidant l'hypothèse d'un mouvement autonome coalisé autour des grandes valeurs qu'il ambitionne de défendre.